

	Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour une carte communale Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté d'Agglomération de Haguenau
SIRET/SIREN
20006787400012
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Le C.A.I.R.E. 84 route de Strasbourg 67500 HAGUENAU 03 88 90 68 50 ecrire@agglo-haguenau.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
M. NETZER Jean-Lucien, 1 ^{er} Vice-Président et Maire de Bischwiller
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
Mme HAESSIG Ségolène, chargée de mission planification et PLUi de la CAH ;

Mme MORANA Sonia, chargée de procédures et d'études en urbanisme, CAH ; Mme WILT Justine, cheffe de projets, ATIP
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Mme HAESSIG Ségolène : 03 88 90 52 87 – segolene.haessig@agglo-haguenau.fr Mme MORANA Sonia : 03 88 90 67 77 – sonia.morana@agglo-haguenau.fr Mme WILT Justine : 06 27 75 53 88 – justine.wilt@atip67.fr
2. Identification de la carte communale
2.1 Type de document concerné (carte communale, carte intercommunale)
Carte communale
2.2 Intitulé du document
Carte communale
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance de la carte communale
Date d'approbation par arrêté Préfectoral : 5 juillet 2012 Carte communale consultable sur le site internet suivant : https://plu.atip67.fr
2.4 Territoire (commune(s) couvert par la carte communale
Commune de Wittersheim
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure d'élaboration ou de révision (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Ensemble du ban communal

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
☒ Oui ☐ Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
<i>SRADDET Grand Est approuvé le 24 janvier 2020</i>
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
☒ Oui ☐ Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT de l'Alsace du Nord (SCoTAN) Approuvé le 17 décembre 2015
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
<i>SDAGE Rhin Meuse 2022-2027 approuvé le 18 mars 2022</i> <i>PGRI Rhin Meuse 2022-2027 approuvé le 21 mars 2022</i>

Schéma Régional des Carrières du Grand Est approuvé le 27 novembre 2024 PCAET de l'Alsace du Nord adopté le 14 mai 2022
3.2 Précédentes évaluations environnementales de la carte communale
La carte communale a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
L'élaboration de la carte communale est antérieure à la création de l'examen au cas par cas par décret du 23 août 2012.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? ☐ Oui ☐ Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, la carte communale a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale ☐ Oui ☐ Non
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine
4.1 Type de procédure (élaboration, révision) et fondement juridique
Abrogation de carte communale. Fondement juridique : « le plan local d'urbanisme et la carte communale sont deux documents exclusifs l'un de l'autre », qui ne peuvent pas coexister sur un même territoire (CE, avis, 28 novembre 2007, n°303421). Cette doctrine ministérielle confirme qu'il convient d'abroger formellement la carte communale en cas d'adoption d'un PLU. En application des articles L.163-5 à L.163-7 du Code de l'Urbanisme, l'abrogation de la carte communale est soumis à enquête publique. Dans le cas présent, la communauté

d'Agglomération a fait le choix d'une enquête publique unique portant également sur l'approbation du PLUi.

Auparavant, il est nécessaire de confirmer l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale de l'abrogation de la carte communale. En effet, le Conseil d'État a précisé que les abrogations de documents d'urbanisme ne sont pas, par principe, dispensées d'évaluation environnementale (Conseil d'État, 23 novembre 2022, n°458455). Dans la mesure où aucun site Natura 2000 ne se trouve à proximité de la commune de Wittersheim, un examen au cas par cas est réalisé, en application de l'article R.104-15 du Code de l'Urbanisme, aboutissant à une décision de la communauté d'agglomération sur la base d'un avis conforme de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE).

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par la carte communale

4.2.1 Population concernée par la carte communale, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

710 habitants à Wittersheim en 2021(données INSEE)

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	265 ha			
Superficie par secteurs	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
Secteurs où les constructions sont autorisées	38,20	5,43 %	Cf.PLUi	Cf.PLUi
Secteurs où les constructions ne sont pas admises	665,62	94,57 %	Cf.PLUi	Cf.PLUi

4.2.3 Le cas échéant, rappel des objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le document d'orientation et d'objectifs du SCoT

Rythme de la consommation foncière « en extension » de la tâche urbaine à vocation résidentielle :

- Période 1 (2016-2021) : 115 ha
- Période 2 (2022-2027) : 100 ha
- Période 3 (2028-2033) : 80 ha

Indicateur de densité moyenne fixée par le SCoTAN à l'échelle de chaque secteur d'extension à vocation résidentielle :

- 17 logements/ha dans les villages ;
- 20 logements/ha dans les pôles émergents et les pôles d'équilibre ;
- 30 logements/ha dans les villes relais et les agglomérations ;

- 45 logements/ha dans les communes de Haguenau et Bischwiller. Foncier à vocation économique : le rythme maximal de la consommation foncière en extension de l'espace urbain est de 70 ha par période de 6 ans à l'échelle du SCoTAN. Potentiel d'extension du foncier économique : - 30 ha pour chacun des pôles d'équilibre ; - 10 ha par pôle émergent ; - 1 ha par village.
4.3 Caractéristiques de la procédure
4.3.1 Contenu et objectif poursuivi par la procédure
Abrogation de la carte communale dans le cadre de l'élaboration du PLUi de la Communauté d'Agglomération de Haguenau
4.3.2 La procédure a pour objet de délimiter un nouveau secteur constructible ou d'étendre un secteur existant ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser sa localisation et sa superficie, l'augmentation attendue de la population
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.3 La procédure a pour objet de réserver un secteur à l'implantation d'activités ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser sa localisation, sa superficie et le type d'activité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.4 Pour les communes de montagne, la procédure a pour objet de déroger à la règle de protection des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à 1 000 hectares, sur une distance de 300 mètres à compter de la rive ☐ Oui ☒ Non
Si oui, indiquer le plan d'eau, sa localisation et la raison qui motive cette dérogation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.5 La procédure a pour objet de protéger de nouveaux espaces naturels, agricoles ou forestiers ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser les superficies et les localisations
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.6 La procédure a pour objet de délimiter un secteur dans lequel la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli n'est pas autorisée

☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser sa localisation et sa superficie
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.3.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales ☐ Oui ☒ Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 La carte communale est concernée par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe III

protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement			
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	☒	☐	Pré-localisation des zones humides (cf. carte dans la note de présentation ci-joint) Zone à dominante humide (BD ZDH niveau 3) : - Terres arables ; - Prairies humides ; - Boisements linéaires humides ; - Territoires artificialisés
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Annexe III

Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
---	--------------------------	-------------------------------------	--

Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	☒	☐	Risque de Coulées de boues d'intensité moyenne à élevée sur une partie du territoire communal ; Risque de coulée de boue en zone urbaine, intensité moyenne à élevée (cf. carte dans la note de présentation ci-joint) ; Servitude relative à la maîtrise de l'urbanisation autour d'une canalisation de transport de gaz (GRT gaz) Espèces protégées : - Pie grièche grise (zone de dispersion périphérique) ; - Milan royal (nicheur) zone de potentialité de présence faible à moyenne ; - Azuré des paluds en zone de potentialité de présence faible à moyenne ; - Chiroptères (espèces observées dans moins de 4 % de la maille 10 x 10 km)

5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	☒	☐	Risque de Coulées de boues d'intensité moyenne à élevée sur une partie du territoire communal ; Risque de coulée de boue en zone urbaine, intensité moyenne à élevée ; Servitude relative à la maîtrise de l'urbanisation autour d'une canalisation de transport de gaz (GRT gaz) Espèces protégées :

			- Pie grièche grise (zone de dispersion périphérique) ; - Milan royal (nicheur) zone de potentialité de présence faible à moyenne ; - Azuré des paluds en zone de potentialité de présence faible à moyenne ; - Chiroptères (espèces observées dans moins de 10 % de la maille 10 x 10 km).
5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	☒	☐	Pré-localisation des zones humides (cf. carte dans la note de présentation ci-jointe). Zone à dominante humide (BD ZDH niveau 3) :

Annexe III

			- Terres arables ; - Prairies humides ; - Boisements linéaires humides ; - Territoires artificialisés
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	☒	☐	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	☐	☒	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	☒	☐	Risque de Coulées de boues d'intensité moyenne à élevée sur une partie du territoire communal ; Risque de coulée de boue en zone urbaine, intensité moyenne à élevée ;

			Servitude relative à la maîtrise de l'urbanisation autour d'une canalisation de transport de gaz (GRT gaz) Espèces protégées : - Pie grièche grise (zone de dispersion périphérique) ; - Milan royal (nicheur) zone de potentialité de présence faible à moyenne ; - Azuré des paluds en zone de potentialité de présence faible à moyenne ; - Chiroptères (espèces observées dans moins de 10 % de la maille 10 x 10 km)
--	--	--	--

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné – et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives

7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées

Février 2025

7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

7.3 Procédure de participation du public envisagée

- enquête publique

☒ Oui ☐ Non
- participation du public par voie électronique ☐ Oui ☒ Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures ☒ Oui ☐ Non
Si oui, préciser lesquelles
Élaboration du PLUi de la Communauté d'Agglomération de Haguenau
- autre, préciser les modalités
Enquête publique unique

8. Annexes		
8.1 Annexes obligatoires		
1	Dossier d'élaboration ou de révision de carte communale (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	☒
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	☒
3	L'auto-évaluation (rubrique 6)	☒
4	Version dématérialisée du document mentionné dans la rubrique 2.3 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	☐
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		
Note de présentation -> auto-évaluation -> rubrique 6		

9. Engagement et signature			
Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus			
(personne publique responsable)			
Fait à	Haguenau	le,	04 février 2025
Nom	NETZER	Prénom	Jean-Lucien

Annexe III

Qualité	Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Haguenau		
Signature			
			